

**DECLARATION LIMINAIRE DU SYNDICAT « FO DGFIP71 »
A L'OUVERTURE DU CTPD DU MARDI 21 DECEMBRE 2010.**

Monsieur le Président,

Nous, représentants FO DGFIP de S&L avons boycotté votre premier comité technique paritaire d'octobre 2010 au cours duquel vous deviez présenter la mise en place de la nouvelle direction départementale des Finances Publiques.

Notre action s'inscrivait d'une part dans le mouvement national de contestation du projet gouvernemental de réforme des régimes de retraite, et d'autre part dans notre revendication visant à l'arrêt immédiat des suppressions d'emploi à Bercy et en particulier à la DGFIP.

Une nouvelle fois nos dirigeants n'ont tenu aucun compte du cri d'alarme lancé par l'ensemble des citoyens parmi lesquels se reconnaissent tous les agents de la Fonction Publique !... Le projet de loi sur les retraites a été maintenu et adopté par le Parlement Et les suppressions d'emplois s'intensifient, en particulier à la DGFIP considérant que notre ministère doit toujours donner l'exemple !...

Soit, nous respectons les choix de nos parlementaires et les décisions de nos dirigeants même si nous les contestons fermement.

L'ordre du jour de ce CTPD est important car il comprend notamment l'adoption du règlement intérieur pour notre assemblée et par ailleurs l'évolution et la répartition des emplois pour 2011 dans notre département.

Le dossier du CTPC comporte plusieurs fiches et notamment le descriptif des méthodes d'allocation d'emplois. Pourquoi mentir aux agents en voulant à tout prix habiller les suppressions d'emplois avec des explications de type « gains de productivité ». Le nombre d'emplois à supprimer est fixé de façon dogmatique par le gouvernement au nom de l'incontournable principe libéral de la réduction du poids de la Dépense Publique. Ce chiffre national est réparti entre les ministères en fonction d'arbitrages politiques, puis par Directions comme la DGFIP ; jusque là vous en conviendrez, aucun lien avec l'état des services.

La DGFIP, comme auparavant la DGCP ou la DGI, est chargée de faire croire aux agents que ces suppressions sont gagées par des gains de productivité ou des simplifications de service... à venir.

Or les gains de productivité ne sont pas au rendez vous ; bien au contraire, il suffit d'interroger les praticiens d'Hélios, de Chorus, de Copernic, etc...

Par ailleurs, notre syndicat condamne les suppressions aveugles des emplois au sein de la DGFIP qui participent à la dégradation des conditions de travail et laissent entrevoir, à court terme, une restructuration des implantations administratives et une révision des missions de gestion publique et de gestion fiscale.

Vous avez commencé la visite de quelques trésoreries, SIP – SIE ou services départementaux. Vous avez pu constater que, malgré des résultats jusqu'à ce jour excellents en terme d'objectifs, toutes ces unités rencontrent des difficultés croissantes dans leurs missions de tous les instants. Et si tout ne s'écroule pas c'est grâce à la conscience professionnelle des agents.

Les personnels vivent aujourd'hui pleinement les conséquences de la fusion dans leur vie quotidienne et dans l'exercice de leurs missions. Les dernières échéances de recouvrement de l'impôt démontrent que FO DGFIP avait raison de demander l'arrêt du déploiement des SIP. Dans la plupart des sites les personnels de l'accueil ont l'impression, non pas d'être au « front office », mais plutôt sur la ligne de front, face à l'afflux des contribuables énervés par les conditions même d'organisation et agressifs en cette période de crise.

Les trésoreries de proximité ont vu, **sans aucun renfort de personnel**, leur mission s'élargir, avec un alourdissement des process (Gaïa), une fréquentation accrue des usagers (téléphone guichet).

Les trésoreries spécialisées « Secteur public local » ressentent un quasi abandon de la part de la direction dans un contexte de plus en plus difficile dans la gestion des collectivités locales qui, elles aussi, se trouvent au cœur des réformes actuelles conduites par l'Etat (fiscalité, réforme territoriale). Un soutien, une animation forte du réseau sont indispensables et attendus par les personnels et leurs encadrants, de préférence à une batterie de plus en plus complète d'indicateurs éloignés de leurs métiers, mais sans cesse rappelés...

C'est pour toutes ces raisons que conscients de notre responsabilité vis à vis des agents de notre Administration, nous, représentants Force Ouvrière à la DDFIP de S&L, avons décidé de participer au travaux du comité de ce jour.

En effet, le « Boycott » semblant être devenu un mode de contestation intégré par nos Directions, lui faisant perdre tout son intérêt et sa force revendicative, nous avons donc préféré débattre avec vous de l'ensemble des dossiers de ce comité et faire valoir notre argumentation.

Toutefois, nous vous remercions, Monsieur le Président, d'alerter notre Directeur Général sur l'état catastrophique tant des services que des conditions d'exercice des missions.

LES REPRESENTANTS « FO-DGFIP » DE S&L AU CTPD DU 21 DEC 2010